

Finances publiques. Dans la tourmente



Les agents du centre des Finances publiques de Pontivy sont inquiets pour l'avenir. Suppression de services et de postes pourraient bien arriver. (Le Télégramme/Mathilde Le Petitcorps)

L'intersyndicale Finances publiques Morbihan, composée de la CGT, de FO, de la CFDT et de Solidaires s'est donné rendez-vous ce mercredi devant le centre des Finances publiques de Pontivy. En compagnie des agents locaux, ils ont élevé leur voix contre le projet de réorganisation départementale des Finances publiques envisagé.

Comme chaque mercredi depuis deux ans, les usagers pontivyens trouvent leur centre des Finances publiques porte fermée ce 3 juillet. « La direction explique que le but de cette fermeture hebdomadaire est de désintoxiquer les usagers des guichets, pour qu'ils prennent l'habitude de se servir d'Internet », s'indigne Annie Rio, du syndicat Solidaires Finances publiques 56. Cette anecdote illustre bien le fait que la restructuration prévue pour les Finances publiques n'a pas vocation à faire la part belle aux services publics de proximité. Annie Rio, au même titre que les représentants syndicaux de la CFDT, de la CGT et de FO Finances publiques 56, est vent debout contre ce projet d'évolution du réseau des Finances publiques. « Cette réforme est une destruction de notre réseau de proximité », regrette-t-elle.

Les contours du projet de réorganisation du service des Finances publiques ont été annoncés le 11 juin dernier par la direction départementale des Finances publiques, lors du comité technique local d'information. En Morbihan, fermetures de trésoreries et déplacements de services sont à prévoir, d'après la réorganisation envisagée.

Suppression de services à Pontivy

À Pontivy, le service des impôts des entreprises (SIE) fermerait ses portes, il serait déplacé à Lorient. Onze agents travaillent dans ce service. Leur poste serait alors transféré à Lorient ou ils devront changer de service s'ils souhaitent rester exercer à Pontivy, avec aucune certitude qu'un poste leur soit attribué. Dix de ces onze agents habitent sur le territoire de Pontivy. « Cela impactera forcément notre vie privée, avec les kilomètres supplémentaires à faire chaque jour pour se rendre au travail », lancent plusieurs agents du SIE. Les usagers, qui sont des entreprises, en seront aussi impactés ; ils devront faire 120 kilomètres de route pour échanger avec un agent.

Cette réforme est une destruction de notre réseau de proximité.

« On s'occupe du remboursement de la TVA pour les professionnels ou encore de l'impôt sur les sociétés », explique un agent de ce service. « On connaît nos entreprises, leur environnement, les comptables locaux... Il n'y aura plus aucun relationnel ». Les agents du service SIE listent les désagréments de la délocalisation. Et puis, ils n'ont aucune idée de la date à laquelle cette mesure serait effective. « Les dirigeants parlent de 2020 pour les fermetures de services et de trésoreries et qu'en 2022, tous les changements seraient réalisés ». Le flou de la communication de la direction, c'est aussi ça le problème.

La trésorerie de Pontivy disparaîtrait elle aussi, pour être remplacée par un service de gestion comptable. Actuellement, Pontivy s'occupe de la gestion comptable du groupement hospitalier de territoire, qui regroupe les hôpitaux de Noyal-Pontivy et de Guéméné-sur-Scorff. La direction locale veut également transférer ce service à Hennebont.

Au-delà des suppressions de services, le nombre de postes devrait aussi être réduit. « 12 à 13 % des emplois actuels au Centre des Finances publiques de Pontivy seraient supprimés avec le projet de réorganisation », imaginent les syndicalistes. « La direction ne nous a pas données de chiffres, c'est une information tombée du camion », ajoutent-ils. « Pourtant, il y a déjà tout le troisième étage du bâtiment qui est non utilisé, suite à des postes précédemment disparus », témoigne un agent du service des impôts des entreprises.

S'entourer des élus...

Les actions pour contrer ce projet de réorganisation des Finances publiques dans le département vont se poursuivre, notamment auprès des élus locaux. « On a contacté les maires, les présidents de communauté de communes, les députés et les sénateurs », explique Patrick Ravache, secrétaire du syndicat FO Finances publiques 56. « C'est leur devoir de maintenir le service public », poursuit-il. Les représentants syndicaux attendent maintenant une main tendue des élus.